

Atelier de préparation au concours des jeunes ambassadeurs et ambassadrices « Cuba 1962. Sauvez la paix ! »



Réception donnée par Maurice Couve de Murville, ministre français des Affaires étrangères (deuxième en partant de la gauche) en avant-première de la réunion de l'OTAN, avec (de gauche à droite) Mr. Healy, ministre britannique de la Défense, Gerhard Schroeder, ministre fédéral des Affaires étrangères d'Allemagne de l'ouest, et David Dean Rusk, secrétaire d'état des Etats-Unis (dîner dans un salon de l'avenue Foch). 1965/©-/ADNPE LAMY 92, rue de Richelieu-Paris-2^e

La crise la plus dangereuse de la guerre froide se déroule paradoxalement pendant une période d'apaisement des tensions qui ne met pas fin à la confrontation : la « coexistence pacifique ». Pendant 13 jours, l'ensemble du monde attend avec anxiété le dénouement de la crise des fusées qui oppose en 1962 l'URSS et les Etats-Unis, quand ceux-ci découvrent l'implantation de missiles soviétiques sur l'île de Cuba proche. L'ONU devient alors une arène scrutée par les médias du monde entier où les diplomates des deux blocs s'affrontent, mais aussi un des lieux où on négocie pour éviter une guerre thermonucléaire. **Si les deux super-grands sont les acteurs majeurs de la pièce, tous les états du monde sont appelés à se prononcer.**

- 1. Une question de puissance et d'idéologie**
- 2. Quel rôle pour les « petites » puissances ?**
- 3. Négocier et communiquer**

Chronologie indicative

- 1901** : amendement Platt, les Etats-Unis obtiennent des bases à Cuba et le droit d'intervenir.
- 1952-1958** : dictature de Fulgencio Batista.
- 1956-1958** : lutte armée menée par les frères Castro, Che Guevara contre Batista.
- 1^{er} janvier 1959** : fuite de Batista.
- Avril 1959** : Castro en visite aux Etats-Unis annonce qu'il ne choisira pas le communisme.
- 1960** : nationalisation de firmes étatsuniennes, dégradation des relations avec les Etats-Unis et rapprochement avec l'URSS.
- 15-17 avril 1961** : échec du débarquement d'exilés cubains organisé par la CIA à la Baie des cochons.
- Janvier-février 1962** : exclusion de Cuba de l'Organisation des états américains et embargo des Etats-Unis contre Cuba.
- Mai 1962** : Khrouchtchev déclenche l'opération *Anadyr*, envoi de troupes et préparation clandestine d'un site de missiles nucléaires.
- 14 octobre 1962** : un avion U2 photographie les sites, début de la « crise des missiles »

Lexique

- Idéologie :** Discours politique, économique et valeurs culturelles dont peuvent s'inspirer des peuples. Elle est censée expliquer le monde et proposer un chemin pour l'avenir.
- Socialisme :** Terme utilisé à partir de 1830, couvrant des courants politiques divers. Ils souhaitent mettre en commun les moyens de production et d'échange pour créer une société plus juste. Pour les Marxistes, c'est une étape avant le communisme : la société sans classe.
- Démocratie populaire :** Régime politique communiste qui apparaît après 1945 dans les pays d'Europe centrale et orientale. Ses défenseurs expliquent qu'il s'agit de véritables démocraties par rapport aux démocraties libérales ou bourgeoises. Dans les faits, des partis uniques dominent les sociétés.
- Embargo :** Mesure de contrainte prise à l'encontre d'un pays, interdisant l'exportation de certaines marchandises.
- Blocus :** Ensemble des mesures mises en œuvre pour couper un Etat de ses sources d'approvisionnement avec l'extérieur.

Document 1 : Les regards des historiens

« L'ultime étape de cette politique d'intimidation sera, en 1962, le projet d'installer des missiles à têtes nucléaires à Cuba. Il ne s'agissait pas de défendre Cuba contre une nouvelle tentative d'invasion américaine, comme Khrouchtchev le prétendra plus tard : c'était en fait un grand coup de poker, une tentative de la dernière chance pour résoudre à bon compte les problèmes extérieurs de l'URSS. D'abord, c'était un moyen de compenser la faiblesse soviétique en missiles intercontinentaux : en installant des missiles à courte et moyenne portée si près des Etats-Unis, Khrouchtchev pensait obtenir par des moyens géographiques la parité recherchée. Ensuite, c'était un moyen d'apaiser l'Armée rouge, dont les effectifs et le budget avaient été réduits pour favoriser le développement des industries de consommation. C'était aussi une manière d'obliger les Américains à accepter enfin la position soviétique à propos de Berlin et de l'Allemagne, peut-être en utilisant les missiles de Cuba comme instrument d'un échange à bon compte. Enfin, l'opération démontrait aux Chinois – de la République populaire de Chine – que l'URSS ne faiblissait pas face à « l'impérialisme », et qu'ils n'avaient donc aucun besoin d'avoir leur propre bombe (atomique). (...) »

Toutes les institutions de base de l'ordre soviétique, dont la mise en place est achevée en 1935, étaient des créations de l'idéologie : c'était le programme du parti inscrit dans l'acier, le béton, et l'omniprésence de l'appareil (du parti). (...) Jamais, même à la fin, cette idéologie ossifiée n'aura été complètement morte. Ses points cardinaux, la supériorité du « socialisme » sur le « capitalisme », la lutte des classes qui les opposerait jusqu'à la victoire, l'omniprésence des « ennemis », orientaient toujours les décisions gouvernementales, en politique intérieure ou extérieure. »

Martin Malia, *La tragédie soviétique. Histoire du socialisme en Russie (1917-1991)*, Seuil Points, 1996

« Cette chute fut si totale qu'on en oublierait presque l'obstination avec laquelle Khrouchtchev défia la communauté internationale. Il repérait avec un instinct de paysan les points névralgiques des pays « impérialistes ». Il fomenta une crise au Moyen-Orient, lança une série d'ultimatums à propos de Berlin, encouragea les guerres de libération nationale et installa des missiles à Cuba. L'Ouest perdit ses illusions, mais lui n'obtint aucun gain permanent pour l'Union soviétique car il savait mieux déclencher les crises qu'y mettre fin. »

Henry Kissinger, *Diplomatie*, Fayard, 1999

« Fidel Castro, totalement étranger aux négociations, envoie au leader soviétique une lettre le prévenant d'une action imminente et lui conseille de tirer les missiles. Le Che est partisan de la fermeté. Les Cubains se préparent à l'attaque. Le général Pliyev, commandant les troupes soviétiques dans l'île, confirme à Castro qu'il utilisera en cas de besoin les missiles qui sont déjà prêts. Monsieur K. considère que la situation peut lui échapper. Effectivement un U2 est abattu malgré les ordres donnés.

Khrouchtchev transmet son acceptation le 28 octobre. Les Cubains sont furieux. Fidel traite les Soviétiques de « fils de pute ». Le Che est amer, en colère, considère que les Soviétiques ont trahi Cuba, préférant un accord stratégique au soutien à Cuba. Il aurait affirmé à plusieurs interlocuteurs que si les fusées avaient été sous contrôle cubain, elles auraient été utilisées. Cela montre un certain irréalisme, une méconnaissance des règles non écrites de la guerre froide et des rapports de force. »

Christian Birebent, *Le Che : une vie pour la Révolution*, Grancher, 2006



Caricature publiée aux Etats-Unis pendant la crise des fusées.

Document 2 : À quoi sert le Conseil de sécurité ?

FONCTIONS ET POUVOIRS

Article 24

1. Afin d'assurer l'action rapide et efficace de l'Organisation, ses Membres confèrent au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales et reconnaissent qu'en s'acquittant des devoirs que lui impose cette responsabilité le Conseil de sécurité agit en leur nom.
2. Dans l'accomplissement de ces devoirs, le Conseil de sécurité agit conformément aux buts et principes des Nations Unies. Les pouvoirs spécifiques accordés au Conseil de sécurité pour lui permettre d'accomplir lesdits devoirs sont définis aux Chapitres VI, VII, VIII et XII. (...)

Article 33

1. Les parties à tout différend dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales doivent en rechercher la solution, avant tout, par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire, de recours aux organismes ou accords régionaux, ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix.
2. Le Conseil de sécurité, s'il le juge nécessaire, invite les parties à régler leur différend par de tels moyens. (...)

Article 39

Le Conseil de sécurité constate l'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression et fait des recommandations ou décide quelles mesures seront prises conformément aux Articles 41 et 42 pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales.

Article 40

Afin d'empêcher la situation de s'aggraver, le Conseil de sécurité, avant de faire les recommandations ou de décider des mesures à prendre conformément à l'Article 39, peut inviter les parties intéressées à se conformer aux mesures provisoires qu'il juge nécessaires ou souhaitables. (...)

Article 41

Le Conseil de sécurité peut décider quelles mesures n'impliquant pas l'emploi de la force armée doivent être prises pour donner effet à ses décisions, et peut inviter les Membres des Nations Unies à appliquer ces mesures. Celles-ci peuvent comprendre l'interruption complète ou partielle des relations économiques et des communications ferroviaires, maritimes, aériennes, postales, télégraphiques, radioélectriques et des autres moyens de communication, ainsi que la rupture des relations diplomatiques.

Article 42

Si le Conseil de sécurité estime que les mesures prévues à l'Article 41 seraient inadéquates ou qu'elles se sont révélées telles, il peut entreprendre, au moyen de forces aériennes, navales ou terrestres, toute action qu'il juge nécessaire au maintien ou au rétablissement de la paix et de la sécurité internationale. Cette action peut comprendre des démonstrations, des mesures de blocus et d'autres opérations exécutées par des forces aériennes, navales ou terrestres de Membres des Nations Unies.

Extraits de la Charte des Nations unies
<https://www.un.org/fr/about-us/un-charter/full-text>

Document 3 : Présentation des États

	Régime politique	Alliance	Dirigeant en 1962	Particularités
France	République démocratique	OTAN	de Gaulle (président)	
États Unis	République démocratique	OTAN	Kennedy (président)	
Royaume-Uni	Monarchie constitutionnelle	OTAN	Harold Macmillan (premier ministre)	
Chine	République autoritaire	Allié des EU	Tchang Kaï-chek (président)	Ne pas confondre avec la République populaire de Chine
URSS	Démocratie populaire	Pacte de Varsovie	Nikita Khrouchtchev (président du conseil des ministres)	
Chili	République démocratique	OEA, allié des EU	Jorge Alessandri Rodriguez (président)	
Cuba	Démocratie populaire	Allié de l'URSS	Fidel Castro (président du conseil des ministres)	
Venezuela	République démocratique	OEA, allié des EU	Rómulo Betancourt (président)	
Ghana	République	Mouvement des non-alignés	Kwame Nkrumah (président)	Difficultés croissantes avec les EU et les Occidentaux
République arabe unie	République	Mouvement des non-alignés.	Colonel Gamal Abdel Nasser (président)	Brève union de l'Égypte et de la Syrie. Appartenant aux non-alignés, elle est pourtant liée à l'URSS
Irlande	République démocratique	Neutralité	Éamon de Valera (président)	
Roumanie	Démocratie populaire	Pacte de Varsovie	Gheorghiu-Dej (président du Conseil d'Etat)	

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

5.10.17
TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

EN CLAIR

ATTRIBUTIONS 12SC SC SC

3 AM

EU EU. AL AL AL AS ML MA MA MA MA MT PA QA QA DT DT
SJ DE IP

M. Le D
Usou
Rou
Bou
Le Haran
(V. 10)

NEW YORK LE 23 OCTOBRE 1962

RECU, le 24 " " " à 4H.15

NO 2819

COMMUNIQUE A WASHINGTON 672 , LONDRES 653 .

PRENANT LA PAROLE APRES MR STEVENSON, LE REPRESENTANT CUBAIN S'EST EFFORCE DE LUI DONNER LA REPLIQUE SUR LE TON EMPORTE QUI LUI EST FAMILIER .

APRES AVOIR REGRETTE QUE LE PRESIDENT DES ETATS UNIS AIT TENU UN LANGAGE QUI , A SON AVIS , NE CONVENAIT PAS A UN CHEF DE GOUVERNEMENT , MR INCHAUSTEGUI A INSISTE SUR LE CARACTERE DEFENSIF DE LA POLITIQUE CUBAINE : CE PAYS N'AURAIT MEME PAS BESOIN D'ARMEE SI LES ETATS UNIS CONSENTAIENT A GARANTIR SON INTEGRITE TERRITORIALE. ILS SE SONT LIVRES , AU CONTRAIRE, A UNE SERIE D'ACTES D'AGRESSION: INCENDIES DE PLANTATIONS, SABOTAGES D'INSTALLATIONS INDUSTRIELLES, BOYCOTTAGE ECONOMIQUE, VIOLATIONS DE L'ESPACE AERIEN ET MARITIME CUBAIN . TOUTES CES MESURES ONT ETE PRISES SANS DECLARATION DE GUERRE . ELLES SONT D'AILLEURS CONTRAIRES A LA CONVENTION DE 1928 CONCERNANT LES DROITS ET LES DEVOIRS DES ETATS DONT LES ETATS UNIS SONT SIGNATAIRES .

MR INCHAUSTEGUI S'EST EFFORCE DE DEMONTRER ENSUITE LE PEU DE CAS QUE LES ETATS UNIS FAISAIENT DU PRINCIPE DE L'EGALITE DES ETATS . ILS ESTIMENT QUE LEUR SECURITE EST MENACEE ALORS QU'ILS REFUSENT DE RECONNAITRE A CUBA LE DROIT DE S'INQUIETER DU DANGER QUE FAIT PESER SUR SON PEUPLE L'ARMEMENT AMERICAIN . IL LEUR SUFFIT D'AFFIRMER LE CARACTERE SUBVERSIF DE LA PHILOSOPHIE POLITIQUE D'UN ETAT POUR JUSTIFIER TOUTES LES ATTEINTES A SA SOUVERAINETE .

OR , LE PAYS QUI ACCUSE CUBA EST LE SEUL QUI AIT UNE BASE MILITAIRE SUR SON TERRITOIRE ET LA RENFORCE CONSTAMMENT . CE PAYS MET LE MONDE AU BORD DE LA GUERRE SANS MEME CONSULTER SES ALLIES .

LES ETATS UNIS , A POURSUIVI MR INCHAUSTEGUI , VEULENT FAIRE SANCTIONNER PAR LES NATIONS UNIES LES MESURES QU'ILS ONT PRISES , MAIS N'ONT PAS LE DROIT POUR EUX . CUBA REFUSERA DE RECEVOIR SUR SON TERRITOIRE DES OBSERVATEURS DES NATIONS UNIES POUR ENQUETER DANS DES DOMAINES QUI APPARTIENNENT A LA COMPETENCE RESERVEE DES ETATS . CES OBSERVATEURS , A-T-IL AJOUTE , IL VAUDRAIT MIEUX LES ENVOYER DANS LES BASES AMERICAINES D'OU PARTENT LES ENVAHISSEURS ET LES PIRATES .

LES ETATS UNIS , A POURSUIVI LE REPRESENTANT CUBAIN, ONT LE FRONT D'EVOQUER L'HISTOIRE DE LEURS RAPPORTS AVEC L'AMERIQUE LATINE ALORS QU'ELLE NE CONSTITUE QU'UNE SUCCESSION DE RAPINES, DE PILLAGES ET DE CONFISCATIONS DE TERRITOIRES . POUR L'ORATEUR , L'ACTION DES ETATS UNIS CONSTITUE NON SEULEMENT " UN ACTE DELICTUEUX A L'EGARD DE LA CHARTE ET DES PRINCIPES DE L'ORGANISATION" , MAIS EGALEMENT " UN ACTE DE GUERRE " . CUBA RESISTERA AU BLOCUS NAVAL ET A L'ATTAQUE ARMEE IMMINENTE DES FORCES AMERICAINES ., ELLE A DEJA REPONDU AU DEFI PAR LA MOBILISATION GENERALE . LE REPRESENTANT DE CUBA A EXIGE " LE RETRAIT IMMEDIAT DES FORCES AMERICAINES STATIONNEES AU LARGE DES COTES , L'ARRET DU BLOCUS , LA CESSATION DES ACTES DE PROVOCATION A GUATANAMO ET LE RESPECT DE L'ESPACE MARITIME ET AERIEN DE CUBA " .

DANS LES DERNIERES PHRASES , PARTICULIEREMENT VIOLENTES , DE SON INTERVENTION, MR INCHAUSTEGUI A AFFIRME QUE LES CUBAINS LUTTERAIENT JUSQU'A LA MORT POUR LA DEFENSE DE " LA NOUVELLE SOCIETE SOCIALISTE" /

ROGER SEYDOUX

Télégramme de Roger Seydoux, 23 octobre 1962, ONU et OI 517INVA/652. Archives du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Document 5 : Débat au Conseil de sécurité, 24 octobre 1962

S. W. 17

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

EN CLAIR

ATTRIBUTIONS : 2/ SC SC SC
3/ AM

EU EU PA AS AS AL AL AL SJ IP

NEW YORK LE 24 OCTOBRE 1962
RECU le 25 " " 07 h-20

NO 2855

U de A
or *Don*
Rou
Merson
L. H. (Italie)

COMMUNIQUE LONDRES 662 - WASHINGTON 683

LE CONSEIL DE SECURITE S'EST REUNI DE NOUVEAU CE 24 OCTOBRE A 18 HEURES .

PREMIERE ORATEUR INSCRIT POUR LA SEANCE DE CE SOIR, J'AI PRONONCE LE DISCOURS DONT LA TENEUR EST CONNUE DU DEPARTEMENT .

M. ZORINE A ENSUITE DONNE LA PAROLE AU REPRESENTANT DE LA CHINE . CELUI-CI A D'ABORD EVOQUE LA + SIMILARITE DE DESTIN + DES PEUPLES DE CUBA ET DE LA CHINE CONTINENTALE, TOUS DEUX SOUMIS AU JOUG COMMUNISTE .

L'ORATEUR A CONSTATE QUE CUBA AVAIT ETE TRANSFORME EN UNE BASE SOVIETIQUE DANS LES CARABIES MENACANT LA SECURITE DE TOUT L'HEMISPHERE OCCIDENTAL . OR, A POURSUIVI M. LIU, TOUTES LES NATIONS LATINO-AMERICAINES, QUI SE SONT EXPRIMEES CE MATIN PAR LA VOIX DU REPRESENTANT DU VENEZUELA, SONT UNIES CONTRE LA MENACE QUE CONSTITUE POUR ELLES LA + PENETRATION SINO-SOVIETIQUE + A CUBA .

LE CONSEIL DE SECURITE NE PEUT EN CONSEQUENCE RESTER SOURD A L'APPEL DE L'AMERIQUE LATINE . REPRENANT L'IMAGE DES BONNES ET DES MAUVAISES FUSEES EMPLOYEE PAR LE REPRESENTANT CUBAIN, L'ORATEUR A DECLARE QUE, POUR LUI, CE NE SONT PAS LES ARMES QUI SONT INTRINSEQUEMENT BONNES OU MAUVAISES, MAIS LES HOMMES QUI LES PORTENT : + UN REVOL-

VER DANS LA MAIN D'UN GANGSTER N'EST PAS LA MEME CHOSE QU'UN REVOLVER DANS LE TIR D'UN PAISIBLE CITOYEN . OR A CUBA LES FUSEES APPARTIENNENT AUX SINO-SOVIETIQUES . IL NE S'AGIT PAS DE SAVOIR SI CUBA A LE DROIT D'ORGANISER SA PROPRE DEFENSE, IL S'AGIT DE DETERMINER SI L'URSS PEUT IMPUNEMENT TRANSFORMER CETTE ILE EN BASE D'AGRESSION .

EN TOUT CAS, A ESTIME LE REPRESENTANT DE LA CHINE, LES ETATS-UNIS ONT LE DROIT D'EPECHER L'ARRIVEE D'ARMES OFFENSIVES A CUBA . LEUR ACTION NE PEUT ETRE CONSIDEREE COMME + HOSTILE + MAIS DOIT AU CONTRAIRE ETRE JUGEE CONFORME AUX PRINCIPES ET AUX BUTS DE LA CHARTE . EN SOUMETTANT IMMEDIATEMENT L'AFFAIRE AU CONSEIL DE SECURITE, LES ETATS-UNIS ONT FAIT LA PREUVE DE LEUR BONNE FOI . SI L'UNION SOVIETIQUE, A CONCLU M. LIU, DESIRE CONVAINCRE LE MONDE DE SA SINCERITE, ELLE N'A QU'A RETIRER DE CUBA SES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE .

LA DELEGATION CHINOISE VOTERA EN FAVEUR DE PROJET DE RESOLUTION DES ETATS-UNIS .

PRENANT ENSUITE LA PAROLE, LE REPRESENTANT DU CHILI A RAPPELE QUE SON PAYS ETAIT DEMEURE SEREIN DEVANT L'EVOLUTION POLITIQUE DE CUBA ET LES REPERCUSSIONS DE SA REVOLUTION A L'EXTERIEUR . IL AVAIT MAINTENU DES RELATIONS NORMALES AVEC LUI ET AVAIT CRU QUE DES EFFORTS DE CONCILIATION PERMETTRAIENT DE REINTEGRER CUBA DANS LE SYSTEME REGIONAL AMERICAIN . MALHEUREUSEMENT, IL NE S'AGISSAIT PLUS DE LA REVOLUTION CUBAINE MAIS DE L'INSTALLATION PAR UNE PUISSANCE ETRANGERE D'UNE BASE MENACANT LA SECURITE DU CONTINENT .

DEVANT CE PERIL, L'ATTITUDE DU CHILI ETAIT FERME . DEPUIS LEUR INDEPENDANCE EN EFFET, LES ETATS AMERICAINS S'ETAIENT PREOCUPES DES DANGERS DES INFLUENCES EXTERIEURES - ILS AVAIENT MIS SUR PIED DES TRAITES DESTINES A LES EN PROTEGER . ILS AVAIENT PRIS DE NOMBREUSES RESOLUTIONS DANS LE CADRE DE LEUR ORGANISATION REGIONALE POUR CONTRECARRER LES INTERVENTIONS ETRANGERES .

MIS DEVANT LE FAIT DE L'INSTALLATION D'ARMES NUCLEAIRES A CUBA, LE CHILI NE POUVAIT PLUS S'OPPOSER A L'APPLICATION A CE DERNIER PAYS DES DISPOSITIONS DU TRAITE INTER-AMERICAIN D'ASSISTANCE MUTUELLE. LA MISE EN PLACE SUR LE CONTINENT AMERICAIN DE RAMPES DE LANCEMENT DE PROJECTILES NUCLEAIRES LE TOUCHAIT D'AUTANT PLUS QU'IL S'ETAIT TOUJOURS PREOCCUPE DE SUPPRIMER LE DANGER NUCLEAIRE EN PROPOSANT L'ARRET DES ESSAIS ET LA DENUCLEARISATION DE L'AMERIQUE LATINE.

LA DECISION ADOPTEE AVANT HIER PAR LES ETATS AMERICAINS DE PRENDRE DES MESURES POUR QUE CUBA CESSE DE RECEVOIR DES ARMES NUCLEAIRES DEVRAIT PENSER SUR LA DECISION DU CONSEIL DE SECURITE, LE CHILI QUANT A LUI APPUIERAIT LE PROJET DE RESOLUTION PRESENTE PAR LES ETATS-UNIS.

L'ORATEUR A ENSUITE LANCE UN APPEL A CUBA POUR QU'IL ACCEPTE LA PRESENCE DES NATIONS-UNIES DANS LA ZONE DU CONFLIT AINSI QUE LE PROPOSAIT LE PROJET AMERICAIN. MEME SI CE DERNIER PROJET N'ETAIT PAS ADOPTE, A-T-IL AJOUTE, IL SERAIT SOUHAITABLE QUE LE SECRETAIRE GENERAL OU UNE COMMISSION DES NATIONS UNIES PUT SE RENDRE A CUBA. LE CHILI QUI AVAIT TOUJOURS ETE PARTISAN DES NEGOCIATIONS DIRECTES, NOTAIT EN OUTRE QUE LES PROJETS DES ETATS-UNIS ET DE L'URSS CONTENAIENT DES DISPOSITIONS TRES PROCHES SUR LEUR UTILITE DANS LE CAS PRESENT. C'ETAIT LA, SELON LUI, LE SEUL ELEMENT POSITIF DU PROJET SOVIETIQUE. ENFIN, M. SCHWEITZER A DECLARE QUE LE SECRETAIRE GENERAL DEVRAIT PRENDRE L'INITIATIVE DE PROPOSER DES MESURES IMMEDIATES ET EFFICACES.

LE REPRESENTANT DE LA RAU A ANNONCE AVEC SOLENNITE QUE LES REPRESENTANTS DE CINQUANTE ETATS S'ETAIENT REUNIS HIER ET CE MATIN ET S'ETAIENT MIS D'ACCORD POUR TENTER DE SAUVER L'HUMANITE D'UN CONFLIT ARME. ILS AVAIENT CHARGE LES REPRESENTANTS DU GHANA ET DE LA RAU DE FAIRE CONNAITRE LEUR INQUIETUDE AU SECRETAIRE GENE-

RAL PAR INTERIM .

M. RIAD A DECLARE QUE LES PRINCIPES QUI INSP / RAIENT SA DELEGATION ETAIENT INCLUS DANS LA CHARTE ET DANS LES DECLARATIONS DE BANDOENG ET DE BELGRADE :

- NON INTERVENTION,
- DROIT POUR CHAQUE ETAT DE CHOISIR SON SYSTEME POLITIQUE,
- DROIT POUR CHAQUE ETAT D'ASSURER PAR DES MESURES APPROPRIEES SON INDEPENDANCE POLITIQUE ET SON INTEGRITE TERRITORIALE,
- INTERDICTION DU RECOURS A LA FORCE,
- REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS .

L'ORATEUR A RAPPELE EN OUTRE QUE SON PAYS ETAIT PARTICULIEREMENT CONSCIENT, DEPUIS LE 29 OCTOBRE 1956, DE LA MENACE QUE CONSTITUENT POUR LA PAIX, LES BASES MILITAIRES EN TERRITOIRE ETRANGER . CE DANGER AVAIT ETE SOULIGNE A LA CONFERENCE DE BELGRADE .

EN VERTUE DE CES PRINCIPES, LE GOUVERNEMENT DE CUBA A DONC LE DROIT, A AFFIRME M. RIAD, DE CONSACRER A LA DEFENSE DE SA SOUVERAINETE, DE SON INDEPENDANCE POLITIQUE ET DE SA SECURITE LES MOYENS QU'IL ENTEND .

LE REPRESENTANT DE LA RAU A ANALYSE ENSUITE LES MESURES EXPOSEES PAR LE PRESIDENT DES ETATS-UNIS DANS SON DISCOURS DU 22 OCTOBRE . IL A DECLARE QUE LE GOUVERNEMENT DE LA RAU NE SAURAIT APPROUVER LA DECISION UNILATERALE QUE CONSTITUE L'INSTAURATION DE LA QUARANTAINIE . CETTE MESURE CONSTITUE UNE ATTEINTE A LA LIBERTE DE LA HAUTE MER ET CREE UNE SITUATION QUI MENACE LA PAIX ET LA SECURITE INTERNATIONALES . IL S'AGIT, EN OUTRE, D'UNE DECISION PRISE SANS AUTORISATION DU CONSEIL, ALORS QUE CET ORGANE A LA RESPONSABILITE PRINCIPALE DU MAINTIEN DE LA PAIX . ENFIN, LA QUARANTAINIE NE PEUT QUE COMPLIQUER UNE SITUATION DEJA SUFFISAMMENT DELICATE .

M. RIAD A AJOUTE QUE SI LES ETATS UNIS DONNAIENT CERTAINES ASSURANCE A CUBA, CE PAYS N'AURAIT BESOIN, AUX TERMES MEMES DE LA DECLARATION FAITE PAR LE PRESIDENT DORTICOS DEVANT L'ASSEMBLEE GENERALE, D'AUCUN ARMEMENT .

APRES AVOIR RAPPELE QUE LES DEUX PARTIES SE SONT DECLAREES PRETES A NEGOCIER ET ONT FAIT ETAT DE LEURS INTENTIONS PACIFIQUES, M. RIAD A EXPRIME L'ESPOIR QUE TOUS LES EFFORTS SERONT TENTES AFIN D'OBTENIR ENTRE ELLES LE RAPPROCHEMENT QUI S'IMPOSE ET A ADRESSE UN APPEL AUX PARTIES AFIN QU'ELLES S'ABSTIENNENT DE TOUT ACTE SUSCEPTIBLE D'AGGRAVER LA SITUATION ACTUELLE .

DE L'AVIS DE LA DELEGATION DE LA RAU, LE CONSEIL DEVRAIT DEMANDER :

- 1) QUE LES PARTIES INTERESSEES S'ABSTIENNENT DE PRENDRE DES MESURES QUI REDUIRAIENT LA POSSIBILITE D'OBTENIR UNE SOLUTION PACIFIQUE =
- 2) QUE LES PARTIES RENONCENT A L'EMPLOI DE LA FORCE =
- 3) QU'UNE SITUATION NORMALE SOIT RETABLIE DANS LES CARAIBES =
- 4) QUE LES PARTIES SOIENT INVITEES A NEGOCIER EN VUE D'ABOUTIR A UN REGLEMENT PACIFIQUE =
- 5) QUE LES PARTIES INTERESSEES AIENT RECOURS A L'AIDE QUE POURRAIT LEUR DONNER LE SECRETAIRE GENERAL .

TELLAS SONT LES RAISONS, A CONCLU M. RIAD, POUR LESQUELLES LE GHANA ET LA RAU , PAYS NON-ALIGNES, ONT PRESENTE CONJOINTEMENT LE PROJET DE RESOLUTION QUI EST SOUMIS AU CONSEIL ET DONT JE VOUS AIS TRANSMIS LE TEXTE PAR TELEGRAMME SEPRE .

LE REPRESENTANT DU GHANA, NOTANT QUE LA CRISE ACTUELLE EST LES PLUS GRAVE DEPUIS LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE, SOULIGNE LA LOURDE RESPONSABILITE QU'ASSUMENT LES MEMBRES DU CONSEIL DE SECURITE, QUI DEVRAIENT SUIVRE EN L'OCCURRENCE + SINON LE CHEMIN DE LA SAGESSE, DU MOINS CELUI DE LA PRUDENCE + .

M. QUAISSON SACKEY RAPPELLE ALORS LES PRINCIPES SUR LESQUELS EST FONDÉE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE SON PAYS : DROIT DES PEUPLES À DISPOSER D'EUX-MÊMES, OPPOSITION À TOUTE INGÉRENCE, ÉGALITÉ DE TOUS LES PAYS ET RÉGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS . L'ATTACHEMENT À CES PRINCIPES EST PARTAGÉ PAR LA GRANDE MAJORITÉ DES PETITS PAYS, EN PARTICULIER PAR CEUX QUI ONT PARTICIPÉ À LA CONFÉRENCE DE BELGRADE . C'EST DANS CE CADRE QUE LA DÉLÉGATION GHANÉENNE ENTEND EXAMINER LES DIFFÉRENTS ASPECTS DE LA QUESTION À L'ORDRE DU JOUR .

LES ÉTATS-UNIS, POURSUIT L'ORATEUR, DÉCLARENT QUE L'INSTALLATION DE RAMPES DE LANCEMENT ET LE STOCKAGE D'ARMES NUCLÉAIRES À LONGUE ET MOYENNE PORTÉE À CUBA PRÉSENTENT UN CARACTÈRE OFFENSIF ET CONSTITUENT UNE MENACE DIRECTE POUR L'ENSEMBLE DU CONTINENT AMÉRICAIN . LA DÉLÉGATION DU GHANA COMPREND LES APPRÉHENSIONS DES ÉTATS-UNIS, MAIS SE DEMANDE SI LES FAITS JUSTIFIENT LES MESURES PRISES PAR WASHINGTON . L'UNION SOVIÉTIQUE ET CUBA ONT DONNÉ L'ASSURANCE QUE L'ARMEMENT INTRODUIT EN TERRITOIRE CUBAIN AVAIT UNIQUEMENT POUR BUT DE RENFORCER LE POTENTIEL DÉFENSIF DU PAYS : CES DÉCLARATIONS NE SONT-ELLES PAS DE NATURE À APAISER LES CRAINTES DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN ? D'AUTRE PART , UNE ARME EST-ELLE OFFENSIVE PAR NATURE, OU SEULEMENT PAR L'USAGE QUI EN EST FAIT ? DANS CE DERNIER CAS, LA DÉLÉGATION DU GHANA PROPOSERAIT QUE LES ÉTATS-UNIS DONNENT PAR ÉCRIT L'ASSURANCE QU'ILS NE NOURRISSENT AUCUN DESSIN AGRESSIF CONTRE CUBA, ET QU'EN CONTREPARTIE CUBA DONNE LA MÊME ASSURANCE EN CE QUI CONCERNE L'HÉMISPHERE OCCIDENTAL .

LE GOUVERNEMENT DU GHANA, ÉTANT FERMEMENT OPPOSÉ À L'INSTALLATION DE BASES ÉTRANGÈRES ET À LA DISSEMINATION DES ARMES NUCLÉAIRES, SE REJOINDRAIT DE LA DISPARITION DES BASES ÉTABLIES À CUBA, S'IL EST VRAI QU'ELLES EXISTENT . MAIS LEUR EXISTENCE MÊME

NE JUSTIFIERAIT PAS QU'UNE DES PARTIES AGISSE AU MEPRIS DU DROIT INTERNATIONAL . UNE TELLE ATTITUDE POURRAIT EN EFFET PROVOQUER DES MESURES DE RETORSION DE L'URSS CONTRE LES BASES NUCLEAIRES DE TURQUIE PAR EXEMPLE . EN FAIT, LE REPRESENTANT DU GHANA SE DEMANDE SI + DES PREUVES CONVAINCANTES + DU CARACTERE OFFENSIF DE L'ARMEMENT SOVIETIQUE DONNE A CUBA ONT BIEN ETE AVANCEES . DE PLUS, L'ACTION PREVUE PAR L'ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS NE DOIT PAS + PRENDRE LE PAS + SUR LES DECISIONS DU CONSEIL DE SECURITE . DE MEME, LA DELEGATION DU GHANA NE PEUT ADMETTRE L'APPLICATION DANS CE CAS PARTICULIER DU PRINCIPE DE LA LEGITIME DEFENSE, ET DEPLORE QU'UNE ATTEINTE GRAVE AIT ETE PORTEE A LA LIBERTE DE LA NAVIGATION EN HAUTE MER .

CEPENDANT, M. QUAISSON SACKAY SE DEFEND DE VOULOIR REPARTIR LES TORTS . CE QUI IMPORTE EST D'ECARTER LE DANGER DE GUERRE , ET LE TEMPS PRESSE . DES NEGOCIATIONS SUR LA BASE DU RESPECT MUTUEL DES DROITS SOUVERAINS DES PARTIES INTERESSEES DOIVENT S'OUVRIR AU PLUS TOT . C'EST POURQUOI LA DELEGATION DU GHANA, CONJOINTEMENT AVEC CELLE DE LA RAU, PRESENTE UN PROJET DE RESOLUTION QUI INVITE LE SECRETAIRE GENERAL PAR INTERIM A ENTRER EN CONSULTATIONS AVEC LES PARTIES . POUR CETTE + RESOLUTION DE PAIX +, L'ORATEUR ESPERE UNE LARGE APPROBATION DES MEMBRES DU CONSEIL .

LE SECRETAIRE GENERAL PAR INTERIM A FAIT ENSUITE LA DECLARATION DONT JE RENDS DOMPTE PAR TELEGRAMME SEPRE ./. .

ROGER SEYDOUX

Télégramme de Roger Seydoux, 24 octobre 1962, ONU et OI 517INVA/652. Archives du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Document 6 : La position des états latino-américains, 26 octobre 1962

S. 10. 17

AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ATTRIBUTIONS : 2/ SC SC SC
DÉCHIFFREMENT : 3/ AM
EU EU PA SJ IP

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

M. de PA
ew Brou
Brou
Loren

NEW YORK LE 26 OCTOBRE 1962
RBCU 1e 27 " NO 2900-01
à 08 h.30

COMMUNIQUE WASHINGTON NO 703
LONDRES 682

P R I O R I T E A B S O L U E

LES DELEGUES PERMANENTS DU VENEZUELA, DU CHILI ET D'HAÏTI ONT DEMANDÉ À VOIR M. THANT CE SOIR À 19H30.
ILS COMPTENT LUI FAIRE SAVOIR QUE LE GROUPE LATINO AMÉRICAIN TOUT ENTIER, Y COMPRIS LE BRÉSIL ET LE MEXIQUE QUI CE MATIN ENCORE MANIFESTAIENT QUELQUE RÉTICENCE, CONSIDÈRE QUE LA MENACE CUBAINE N'EST PAS SEULEMENT DIRIGÉE CONTRE LES ÉTATS UNIS MAIS CONTRE L'ENSEMBLE DE L'HÉMISPHERE.
POUR METTRE FIN À CETTE MENACE, LE GROUPE ESTIME QUE NON SEULEMENT TOUTE FOURNITURE DE MATÉRIEL MILITAIRE À CUBA DOIT CESSER, MAIS ENCORE QU'IL EST INDISPENSABLE DE DÉMANTELER LES BASES DE FUSEES ACTUELLEMENT EXISTANTES. L'OPÉRATION DOIT ÊTRE CONTRÔLÉE PAR DES OBSERVATEURS COMPÉTENTS, À LA FOIS DANS LES PORTS ET SUR LES LIEUX MÊMES DES INSTALLATIONS.
C'EST À CES SEULES CONDITIONS QUE POURRAIENT ÊTRE LEVÉES LES MESURES ACTUELLES DE BLOCUS QUI, BIEN QU'IMPARFAITES, REPRÉSENTENT NEANMOINS UNE GARANTIE POUR L'HÉMISPHERE OCCIDENTAL./.

ROGER SEYDOUX

Communiqué de Roger Seydoux, 26 octobre 1962, ONU et OI 517INVA/652. Archives du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Le monde durant la guerre froide.

